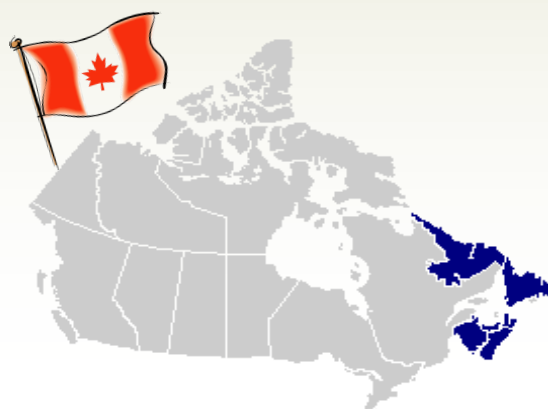


Publication de l'Observatoire d'information économique (OBS-IE) pour
la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon, France



Accord économique et commercial global Canada - Union Européenne



Saint-Pierre et Miquelon : p. 1

Canada atlantique : p. 5

Tous droits réservés © Copyright 2014



L'Observatoire d'information économique (OBS-IE) pour la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon

Intell-Écho : Bulletin d'information thématique

Etes-vous à la recherche d'opportunités d'affaires dans la région?
La CACIMA et la CCFC-RA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat
(voir coordonnées en p.4)

Intell-Écho, vol. 1, n° 3, 2014

ISSN 2272-0219

Dans ce numéro :

L'AECG, pour la France c'est...	1
Dans les médias	2
Saint Pierre et Miquelon et l'AECG	2
A surveiller	3
Développements et perspectives	3
Bon à savoir	4

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce au soutien de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon, à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, ainsi qu'à celui de la Province du Nouveau-Brunswick et de l'Université de Moncton, campus de Shippagan.

Réalisation :
Chambre d'Agriculture, de Commerce, d'Industrie, de Métiers et de l'Artisanat
contact@cacima.fr

© Observatoire CACIMA 2014.

Politique d'information : L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin *Intell-Echo* comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources d'information signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.

L'accord de libre-échange Canada-Union européenne

L'AECG, pour la France c'est...

Un traité susceptible de générer de fortes retombées économiques

Nicole BRICQ, ministre du Commerce extérieur de la France, estime que cet accord peut être bénéfique pour les entreprises françaises. Il devrait permettre :

- Une baisse des droits de douane qui représentera une économie d'environ **227 M€ par an** pour les entreprises exportatrices de biens agroalimentaires (notamment dans le domaine des produits laitiers) et industriels
- Un renforcement des flux d'investissement grâce notamment au relèvement du seuil de contrôle des autorités canadiennes pour les investissements étrangers.
- Une meilleure protection des indications géographiques comme le Comté ou le Roquefort.
- L'assouplissement des monopoles des vins au Canada.

Le marché du Canada Atlantique :



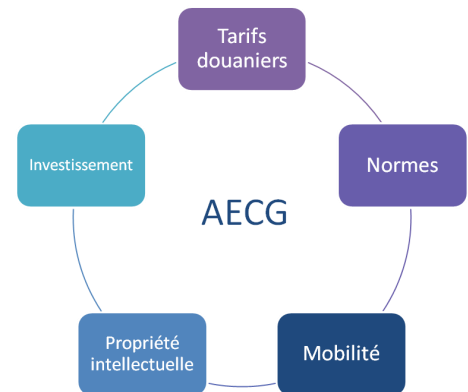
4 provinces : Ile du Prince Edouard (IPE), Nouveau-Brunswick (NB), Nouvelle-Ecosse (NE), Terre-Neuve-et-Labrador (TNL)

Plus de 2,3M d'habitants

PIB (2012)

- IPE : 4.5Mds \$CDN
- NB : 26.1Mds \$CDN
- NE : 32.8Mds \$CDN
- TNL : 25.9Mds \$CDN

89.3Mds \$CDN



Un traité de « nouvelle génération » qui dépasse le simple libre-échange

Par exemple, les provinces canadiennes ont accepté **d'ouvrir leurs appels d'offres publics aux fournisseurs européens**. L'ensemble des institutions se sont engagées à ouvrir leurs marchés publics de manière bilatérale. Dans ce cadre, le Canada va créer un site web unique pour la passation électronique des marchés.

L'accord lèvera ou atténuera également **les obstacles à l'investissement** en améliorant la sécurité juridique et la prévisibilité pour les entreprises.

Enfin, le Canada est une porte d'entrée sur le continent Nord-Américain pour tous les porteurs de projets. Les démarches pour créer son entreprise sont simples, et les autorités laissent beaucoup de liberté dans la définition des activités.

Dans les médias...

« Les secteurs porteurs sont nombreux au Canada, ce qui est positif pour les entreprises françaises, compétentes dans de nombreux domaines. **Cependant, l'industrie, l'aéronautique et l'automobile sont des secteurs clés de l'économie canadienne et présentent des opportunités considérables pour les entreprises françaises.** Le Canada se positionne comme l'un des premiers pays au monde en matière d'aéronautique, Montréal concentrant 60 % de cette activité au niveau canadien. »

- M. Pierric BONNARD, chef du pôle régional infrastructures, transport, industries pour l'Amérique du Nord, UbiFrance, CANADA : opportunités d'un marché mature et dynamique, Colloque Sénat / UbiFrance, 20 juin 2013, <http://www.senat.fr/>

«Le Canada est l'une des économies les plus avancées du monde. Cet accord ouvrira de nouvelles perspectives intéressantes aux entreprises européennes et canadiennes en améliorant l'accès aux marchés des biens et des services et en offrant de nouvelles possibilités aux investisseurs européens. Il nous permettra de prendre pied sur le marché nord-américain et constituera ainsi un vecteur de croissance et d'emploi en Europe.»

- José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, 18 octobre 2013, <http://europa.eu/>

« Si l'accord prévoit notamment une très large libéralisation des services, sauf dans certains secteurs comme la santé, l'éducation, ou l'audiovisuel, ce qui retient l'attention des observateurs c'est l'acceptation par les provinces canadiennes **d'ouvrir enfin leurs appels d'offres publics aux fournisseurs européens comme Alstom, Siemens, ou EADS.** Un principe de réciprocité, défendu par les négociateurs européens, qui ne fait que rétablir l'équilibre dans la mesure où les marchés publics européens sont ouverts depuis longtemps aux groupes canadiens, en particulier dans le domaine des transports avec Bombardier.

Les perspectives de belles opportunités pour les entreprises françaises, quand on sait que **les secteurs les plus porteurs au Canada, relèvent de domaines d'activité où les entreprises françaises possèdent de solides atouts et une excellente réputation internationale, comme l'ingénierie, l'électricité, les banques et assurances, l'hôtellerie et la restauration, mais aussi l'industrie minière** en pleine essor dans les provinces de l'Alberta et du Saskatchewan. »

- Rosie Adone Bordet, directrice du cabinet RB & associés, Europe / Canada : un accord de libre-échange qui tombe à pic, Economie Matin, 18 février, 2014, <http://www.economiamatin.fr/les-experts/item/8633-accord-libre-echange-europe-canada>

Saint-Pierre et Miquelon et l'AECG

En tant que PTOM, Saint-Pierre et Miquelon n'est pas totalement inclus dans cet accord notamment car l'archipel dispose de son propre régime fiscal et douanier. Cependant, comme l'AECG concerne de nombreux autres aspects du commerce bilatéral, **il pourrait faire émerger de nombreuses opportunités de renforcer les liens économiques développés dans le cadre de la coopération régionale.**

Les services



Le secteur des services pourrait être un vecteur de développement particulièrement intéressant au niveau local. En effet :

- c'est une activité qui n'est pas ou peu impactée par les droits de douane ;
- Saint-Pierre et Miquelon pourrait y tirer partie de sa proximité géographique avec le Canada et de sa « double-culture ».

L'archipel pourrait par exemple proposer des offres de formation, des services de recrutement, d'apporteur d'affaires, de consulting etc. à des entreprises qui souhaitent conquérir les marchés canadien ou européen.

La normalisation



Le rapprochement des systèmes de normes et l'évolution vers des contrôles plus harmonisés avec l'Europe devraient faciliter et fluidifier les échanges, au delà des barrières tarifaires. Ce point est intéressant pour Saint-Pierre et Miquelon, en effet, de nombreux professionnels de l'archipel sont actuellement contraints de se fournir en métropole à cause de problématiques de normes divergentes.

Les exceptions transitoires

Pour prendre en compte certains intérêts de l'archipel, **des périodes transitoires ont été prévues pour les produits suivants :**

- **Filets congelés de cabillaud, crabe des neiges préparé ou préservé et moules préparées ou préservés** : période transitoire de 7 ans
- **Homard transformé et noix de pétoncles transformées** : période transitoire de 5 ans
- **Homard congelé** : période transitoire de 3 ans

Pendant ces intervalles, les produits originaires de SPM continuent à bénéficier d'un accès à 0% de droits de douane sur le marché européen.

A surveiller

Nom	Organisateur	Date	Lieu
Convention d'affaires Canada-France : investir, s'implanter, acquérir	Chambre de commerce française au Canada	24 et 25 mars 2014	Montréal
Mission collective de prospection T.I.C.	CCI Paris	9 au 14 juin 2014	Montréal, Toronto, Québec, Vancouver
French Tech Tour Canada	Ubifrance	2 au 06 juin 2014	Toronto, Montréal
Pavillon France GLOBE 2014, salon de l'environnement	Ubifrance	26 au 28 mars 2014	Vancouver
Rencontres acheteurs GLOBE	CCI Essonne	25 mars au 28 mars 2014	Vancouver
Rencontres BtoB avec des grands comptes sur le SIAL 2014	Ubifrance	19 au 23 octobre 2014	Paris
French Wine Connection 2014	Ubifrance	5 au 8 mai 2014	Vancouver
Rencontres industrielles et commerciales France-Québec	Ubifrance	24 au 26 mars 2014	Montréal, Vancouver
Journées pays Canada	CCI Paris	1er avril, 19 et 20 juin 2014	Paris
Convention d'affaires internationale des industries aéronautique & spatiale	Bci Aerospace	2 au 4 décembre 2014	Toulouse
SIAL 2014 (salon international de l'agroalimentaire)	SIAL Group	19 au 23 octobre 2014	Paris
Journée pays Canada	CCI Auvergne	26 juin 2014	Clermont-Ferrand

Développements en perspective liés à l'AECG



Le Canada est un pays attractif qui dispose d'atouts importants pour les affaires : proximité avec les Etats-Unis, matières premières, économie en bonne santé, ouverture aux investisseurs étrangers. C'est en outre un **marché très ouvert à de nouveaux produits** ou de nouvelles technologies. Le Canada, l'UE et plus particulièrement la France ont d'ores et déjà un commerce bilatéral très dynamique que sera facilité par l'AECG.

Quelques chiffres



Les retombées estimées

 Hausse de **20%** des échanges bilatéraux franco-canadien soit plus de **2Mds€**.

 Hausse de **11.6Mds€** du PIB européen dont :
+5.8Mds€ grâce à la libéralisation dans le secteur des services.
+2.9Mds€ grâce à la levée des barrières douanières.



L'industrie aéronautique

L'aéronautique est une activité déjà bien en place sur les deux continents et la dynamique commerciale y est déjà forte entre des pays comme la France et le Canada. Cet accord devrait renforcer cette dynamique et permettre de pousser certaines coopérations encore plus loin. **Notamment grâce à la suppression des tarifs douaniers.** De plus, certains grands programmes de défense et de sécurité pourraient faire l'objet de contrats majeurs pour les entreprises françaises (la modernisation de l'armée canadienne devrait mobiliser 100Mds\$CDN dans les 30 prochaines années).



L'industrie agro-alimentaire

Grâce au savoir faire européen, à **la suppression des quotas** ainsi qu'à **la reconnaissance des indications géographiques**, de nombreux produits du terroir devraient trouver de nouveaux débouchés sur le marché canadien. Le vin, le fromage, l'épicerie fine, les surgelés, les produits bios ou encore certains produits de charcuterie haut de gamme auront ainsi une carte à jouer.



Le génie civil

Avec **l'ouverture des marchés publics**, les entreprises françaises pourront accéder à un large éventail d'appels d'offres. En effet, le Canada est un pays très dynamique en terme de travaux publics et d'aménagement du territoire. Les provinces et le gouvernement fédéral ont régulièrement recours à des financements de type Partenariat Public Privé pour la construction et la gestion de leurs grandes infrastructures.

Bon à savoir

La mobilité des personnes et reconnaissance des qualifications

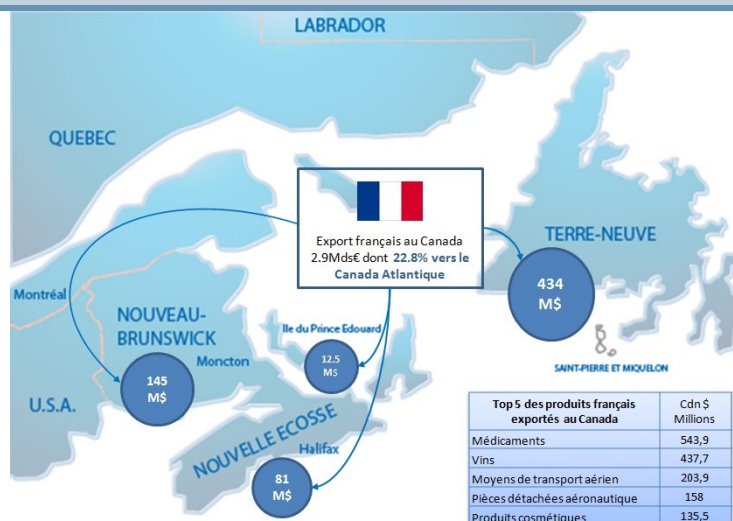
L'accord prévoit une procédure qui pourra être appliquée à tous les corps professionnels et à tous les métiers réglementés (architecte, ingénieur, expert-comptable...). De plus, il facilitera les déplacements temporaires de personnels d'entreprise.

La ratification définitive :

L'AECG doit être transposé en langage juridique et traduit dans les langues officielles des 28 pays membres de l'Union européenne. Du côté canadien, il doit être validé par les différentes provinces. Il reste également à mener des discussions techniques sur divers points : règles d'origine, protection des services publics, investissements, règles sanitaires... Au final, **il n'est pas prévu de ratification avant 2015.**

Canada-France, une coopération forte

Formalisée en 2008, dans le cadre du **Plan d'action conjoint Canada-France**, cette coopération est renouvelée tous les deux ans. Elle se décline autour de trois objectifs : renforcer les coopérations en matière de compétitivité, d'innovation et de sciences et technologie, appuyer les entreprises canadiennes et françaises en matière de développement des affaires, **accompagner et informer les entreprises après la conclusion de l'Accord économique et commercial global (AECG).**



Les liens et contacts suivants pourraient vous intéresser si vous désirez

Faire des affaires dans notre région :

CACIMA : jeannette.boiret@cacima.fr

Chambre de commerce française au Canada : <http://www.cfcra.ca/>

UCCIFE : <http://www.uccife.org>

Principales sources d'information utilisées dans ce bulletin :

<http://www.canadainternational.gc.ca/> ; <http://europa.eu/> ; <http://trade.ec.europa.eu/> ; <http://www.commerce-exterieur.gouv.fr/>

Revue Accomex, 2013, n°108-109, Canada Dynamisme et diversité d'un marché qui ne connaît pas la crise, CCI Paris Île-de-France.



Mme Janick Cormier
4 boulevard Constant Colmay
BP : 4207
97500 Saint-Pierre & Miquelon
Du Canada : Tél : 0 11 508 41 05 30
De France : Tél : 05 08 41 05 30
Courriel : contact@cacima.fr
Site : www.cacima.fr

Si vous êtes à la recherche d'opportunités d'affaires dans la région, la **CACIMA** et la **CCFC-RA** peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat



M. Robert Audoux
333, avenue Acadie Avenue
Dieppe (NB) E1A 1G9
Du Canada : 1 506 877 5014
De France : 00 1 506 877 5014
Courriel : direction@ccfcra.ca
Site : www.cfcra.ca



Le Canada atlantique, 4 provinces:
Île-du-Prince-Édouard (IPÉ),
Nouveau-Brunswick (NB),
Nouvelle-Écosse (NÉ),
Terre-Neuve-et-Labrador (TNL)

Intell-Écho, vol. 1, n° 3, 2014
ISSN 2292-518X

Dans ce numéro :

Échanges commerciaux CA—UE	6
Secteurs industriels du CA atlantique et l'AECG	6
Développements en perspective	7
Carte de l'UE	8

L'Observatoire d'information économique est un projet de coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon. La publication de ce bulletin est rendue possible grâce à l'appui des programmes de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique en faveur de la recherche, des minorités linguistiques et du développement des entreprises, à celui de la Province du Nouveau-Brunswick, de l'Université de Moncton, campus de Shippagan, et de la Préfecture et du Conseil territorial de Saint-Pierre & Miquelon.

Réalisation: Chef de projet, Dr. Monica Mallowan, Observatoire PROVIS. Univ. de Moncton, campus de Shippagan, NB, Canada.
observatoirePROVIS@umoncton.ca
© Observatoire PROVIS 2014.

Politique d'information : L'objectif du projet est de fournir l'information utile aux acteurs œuvrant pour la coopération régionale Canada atlantique — Saint-Pierre et Miquelon. L'information disponible dans ce bulletin peut être utilisée à condition de mentionner le bulletin **Intell-Écho** comme source.

Responsabilité : L'équipe de projet n'est pas responsable des ressources signalées (contenu, liens suggérés, changements, mises à jour, dernières statistiques disponibles) ni des résultats en découlant suite aux décisions prises après consultation.

L'Observatoire d'information économique (OBS-IE) pour la coopération régionale entre le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon

Intell-Écho : Bulletin d'information thématique

Etes-vous à la recherche d'opportunités d'affaires dans la région du Canada atlantique? La CCFC-RA et la CACIMA peuvent faciliter vos démarches d'exploration et de partenariat (voir coordonnées en p. 8)

L'Accord économique et commercial global (AECG)

« Grâce au nouvel Accord économique et de libre-échange global entre le Canada et l'Union européenne, le gouvernement du Canada est plus que jamais résolu à favoriser les échanges commerciaux bilatéraux en faveur des entrepreneurs du Canada atlantique. Notre proximité avec l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon, qui offre un potentiel considérable en tant que tremplin vers la France et l'Europe, et le dynamisme de nos entrepreneurs francophones procurent des avantages stratégiques importants aux entreprises de notre région. »

Sénateur Paul McIntyre
- Allocution donnée à l'Université de Moncton, Campus de Shippagan

« Traditionnellement, ce n'est pas un marché où le Nouveau-Brunswick fait beaucoup affaire, parce qu'il y avait tellement de barrières tarifaires sur les produits marins, agricoles et forestiers. Ces barrières sont maintenant tombées, nous avons accès au marché, mais il faut comprendre ce marché et s'adapter à ses réalités. L'Observatoire d'information économique va permettre à nos entreprises d'identifier le potentiel qui existe en Europe. »

Honorable Paul Robichaud
Vice-premier ministre du Nouveau-Brunswick
- L'Acadie Nouvelle

Points saillants de l'AECG

- > Élimination de la quasi-totalité des lignes tarifaires entre le CA et l'UE
- > Intensification des échanges commerciaux
- > Augmentation des revenus des producteurs
- > Marché de l'Union Européenne :
 - 28 pays membres
 - PIB : 17 billions de \$ / an
 - 500 millions de consommateurs
 - potentiel d'importation : x 2,7 le marché américain



Industries canadiennes bénéficiaires:

- pêches
- produits chimiques et plastiques
- produits métalliques, minéraux
- technologie
- foresterie, produits du bois à valeur ajoutée
- automobile
- fabrication de pointe
- agriculture et agroalimentaire



Calendrier de l'AECG

- 2015** Accord sur le texte final. Ratification par les parties (provinces, territoires CA, pays membres UE)
- 2014** Rédaction du texte. Aval des négociateurs sur le traité définitif
- 2013** Signature d'un accord de principe entre le Canada et l'UE — AECG
- 2009** Sommet UE-Canada de Prague. Début des négociations pour une entente élargie
- 2008** Étude conjointe: Évaluation des coûts et avantages d'un partenariat économique plus étroit entre l'UE et le Canada. Questions traitées :

Identification des principaux secteurs industriels représentant 80% des exportations canadiennes vers l'UE, et 78.1% des exportations européennes vers le Canada; identification des barrières tarifaires; projection économique des avantages potentiels liés à l'AECG: des gains de €11.6 milliards pour l'Europe en 2014 et de €8.2 milliards pour le Canada; augmentation des exportations européennes vers le Canada de 24.3%; augmentation des exportations canadiennes vers l'Europe de 20.6%

- 2004** Sommet UE-Canada d'Ottawa. Établissement du cadre pour l'Accord sur le renforcement du commerce et de l'investissement (ARCI) entre le Canada et l'UE. Questions abordées :

Accès aux marchés ; facilitation du commerce et de l'investissement; compétition; reconnaissance mutuelle des qualifications et acquis professionnels; services financiers; commerce électronique; droit d'entrée temporaire des personnes; PME et TPE; développement durable; mutualisation de la recherche et des technologies; coopération et réglementation entre les deux juridictions

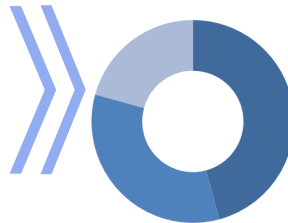
Échanges commerciaux Canada atlantique — UÉ (2013)

Sources des avantages économiques potentiels découlant de l'AECG

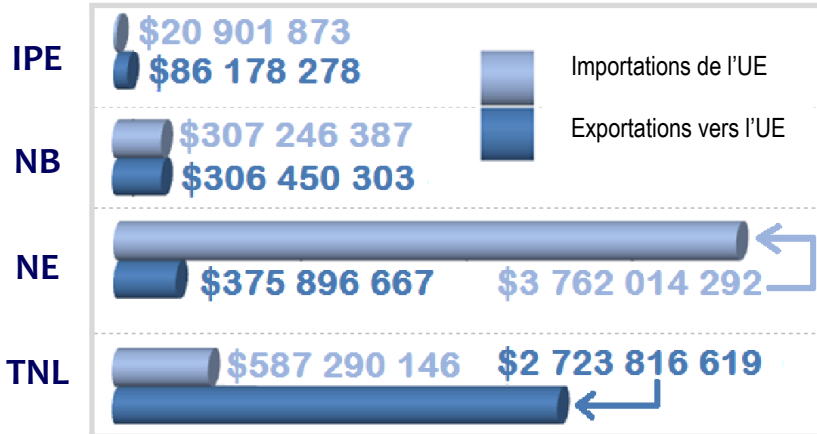
Total des **exportations** du
Canada atlantique vers l'UE
\$ 3 492 341 867
(2013)

Total des **importations** de l'UE
vers le **Canada atlantique**
\$ 4 677 452 698
(2013)

% calculés sur la base d'une projection d'avantages économiques directs découlant de l'AECG, estimée à \$38 milliards



■	Libéralisation des services	46%
■	Élimination des tarifs douaniers	33%
■	Exportations de biens et de matières premières	21%



A titre comparatif : Échanges Canada Atlantique — États-Unis

(2013)	Exportations	Importations
IPE	632 268 231	6 826 516
NB	12 953 638 727	5 840 741 374
NE	3 000 826 920	564 257 104
TNL	6 313 752 141	1 147 259 435
Total	22 900 486 019	7 559 084 429

Secteurs du Canada atlantique et l'AECG

Principaux produits d'importation de l'UE vers le Canada atlantique :
produits gaziers, pétroliers, lies aux automobiles ou à l'aérospatiale

Principaux produits d'exportation du Canada atlantique vers l'UE :
produits miniers (fer, cuivre, zinc), minerai, produits de la mer

BIENS INDUSTRIELS :

- > 99,3% des lignes tarifaires visant les produits industriels seront éliminées lors de l'entrée en vigueur de l'AECG
- > Élimination complète des droits de douane pour produits forestiers, produits chimiques et matières plastiques
- > Période de transition pour les automobiles seulement : trois, cinq et sept ans pour élimination complète

PRODUITS DE LA MER :

- > Élimination immédiate des droits de douane actuellement fixés entre 5% et 20% sur les produits suivants : homard, pétoncles, merluche, crevettes, morue, hareng, maquereau, flétan, crabe, moules, saumon, chien de mer
- > Dérogations spéciales pour produits transformés au Canada se composant d'intrants importés

PRODUITS AGRICOLES :

- > Élimination de 93,6% des lignes tarifaires agricoles actuellement en vigueur, incluant l'élimination du tarif douanier de 8% sur, entre autres, le sirop d'érable, les pommes de terre et les bleuets
- > Accès au commerce de viande d'élevage (bœuf, veau, porc, bison) et volaille
- > Protection de marques alimentaires canadiennes (ex.: feta, brie, parmesan, jambon forêt noire, noix de Grenoble, etc.)

SERVICES ET INVESTISSEMENTS :

- > Hausse du seuil d'investissement à \$1.5 milliard de dollars pour les investisseurs européens
- > Principaux secteurs d'exportation de services intéressant le Canada : R&D; mines; énergie; essais techniques et analyse; environnement; informatique et TIC; services professionnels
- > Exclusions pour la culture, l'éducation, les soins de santé et les services sociaux, les Autochtones et les minorités

Développements en perspective reliés à l'AECG

Les industries s'intéressent à l'AECG :

- Cavendish Farms, IPE
- Conseil Canadien du Homard, NE
- Les industries du sirop d'érable et du bleuets du NB
- Icewater Seafoods Inc., TNL
- North Nova Seafoods Ltd., NE
- MacGregor's Custom Machining, NE

- ◆ Construction navale
- ◆ Industrie des TIC et des jeux
- ◆ Industrie langagière
- ◆ Matériaux composites
- ◆ Recherche et innovation
- ◆ Ressources océaniques
- ◆ Tourisme et voyage
- ◆ Transport aérien et maritime

Autres secteurs d'intérêt

Foresterie

- Les tarifs douaniers actuels à l'entrée de 10% seront supprimés par l'AECG
- Nouveaux dispositifs pour faciliter le dialogue bilatéral lié aux produits de la foresterie entre le CA et l'UE
- Une place plus importante pour le CA dans l'établissement de mesures européennes relatives à la foresterie
- Volonté de réduire l'impact des mesures européennes sur l'exportation de produits forestiers canadiens et optimiser l'accès au marché actuel de l'UE

Mobilité des personnes

- Premier accord de libre-échange canadien fixant des dispositions en matière de reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles et des licences professionnelles
- Fixation d'un cadre permettant aux ordres professionnels de négocier des accords de reconnaissance mutuelle
- Seuils élargis pour les séjours temporaires des professionnels, gens d'affaires, investisseurs, employés

Marchés publics

- Maintien d'exonérations spéciales en faveur d'entreprises canadiennes subventionnées, de monopoles d'état, d'industries opérant sous les valeurs-seuil fixées, de la sécurité nationale ou de la propriété intellectuelle
- Accès au marché public européen selon les mêmes conditions imposées au pays membres de l'UE



Dans les médias...

Industrie manufacturière



« ... Nous percevons l'annonce relative à l'AECG comme un élément positif, global et d'une grande importance pour notre pays et nos manufacturiers. Ici, en Nouvelle-Écosse, nos membres considèrent l'accord comme un tremplin, à vrai dire, pour promouvoir certains de nos avantages actuels, concrétiser de nouveaux partenariats lucratifs et, surtout, préparer le terrain pour notre croissance économique future. »

- Ann Janega, vice-présidente, Division de la Nouvelle-Écosse, Manufacturiers et exportateurs du Canada, <http://www.cme-mec.ca>, 26 nov. 2013, <http://www.parl.gc.ca>

Pêche et ressources de la mer



"We've operated for years at a tremendous disadvantage to, say, Norway, Iceland and other competitors in terms of getting access to that important market. [CETA], for the most part, removes those disadvantages and gives us a fighting chance."

- Earle McCurdy, Secteur des ressources, Syndicat UNIFOR, Canada, www.unifor.org.

In : McLeod, J. "CETA a big opportunity for fishery : McCurdy." *The Telegram*, 19 oct. 19, 2013, <http://www.thetelegram.com/>

Activités portuaires



« Cet accord commercial clé avec l'Union européenne conduira à une augmentation des activités de fret au Port d'Halifax. L'augmentation des volumes d'échanges avec l'Europe entraînera pour le Port d'Halifax des retombées économiques à long terme. En tant qu'un des principaux ports du Canada avec l'Europe, le Port d'Halifax est prêt pour l'augmentation des échanges commerciaux qui résulteront de cet accord clé entre l'Europe et le Canada. »

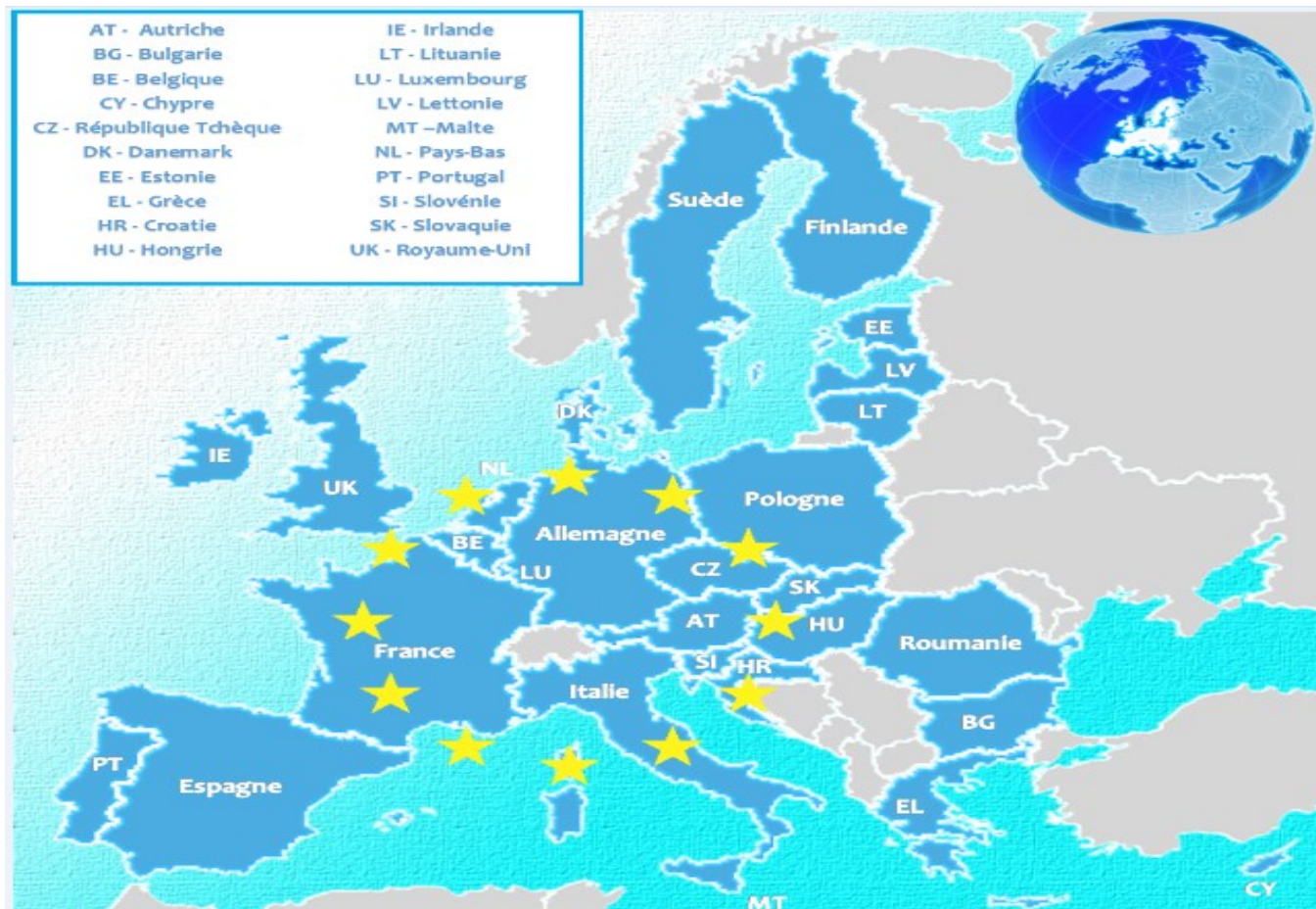
- Karen Oldfield, présidente et chef de la direction de l'Administration portuaire d'Halifax, 18 oct. 2013, <http://www.portofhalifax.ca>

Explorez le milieu des affaires au Canada atlantique



- ▶ Conseil économique du Nouveau-Brunswick. [Tournée économique](#), 18-26 mars 2014.
- ▶ Conférence sur le développement économique de la province et aperçu de l'AECG. <http://www.cenb.com>
- ▶ [Face to Face Conference](#), 2-4 juin 2014 / [Conférence Face à Face Francophone](#), 22-23 oct. 2014.
- ▶ Rencontre annuelle de leaders et d'entrepreneurs du Canada atlantique. <http://www.progressmedia.ca/>
- ▶ [Conférence sur le bioraffinage au Canada Atlantique](#), 4-6 juin 2014, Cape Breton, Nouvelle-Écosse.
- ▶ R & D, management et commercialisation des ressources bio-naturelles de la région. <http://bionb.org>
- ▶ [Journées du Port de Saint-John](#), 8-10 juin 2014, Saint-John, Nouveau-Brunswick.
- ▶ Séances d'affaires pour l'industrie portuaire du Canada atlantique. <https://www.sjport.com/>
- ▶ [Expo Labrador Conference & Trade Show](#), 22-25 juin 2014. Conférences, expositions et réseautage en lien avec le développement des ressources au Labrador. <https://www.chamberlabrador.com>
- ▶ [Major Projects Event 2014](#), 22-25 juin 2014.
- ▶ L'Inventaire des Projets Majeurs du Canada atlantique. <http://www.apec-econ.ca>
- ▶ [The Top 102 Companies Progress-Progrès du Canada atlantique](#), 15 sept. - 15 oct. 2014.
- ▶ Reconnaissance des compagnies performantes au Canada atlantique. <http://www.progressmedia.ca>

L'Union européenne



Les liens et contacts suivants pourraient vous intéresser si vous désirez

Faire des affaires au Canada atlantique

Gouv. du Canada. Agence de promotion économique du Canada atlantique. Au sujet du Canada atlantique.

<http://www.acoa-apeca.gc.ca/fra/Jecherche/Pages/AusujetduCanadaatlantique.aspx>

Gov. of Newfoundland and Labrador. Department of Innovation, Business and Rural Development. <http://www.ibrd.gov.nl.ca/index.html>

Gouv. du Nouveau-Brunswick. Développement économique NB.

http://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/developpement_economique/devec.html

Gov. of Nova Scotia. Economic and Rural Development and Tourism. <http://novascotia.ca/econ/>

Gov. of Prince Edward Island. Fisheries, Aquaculture and Rural Development. <http://www.gov.pe.ca/fard/>

Chambre de Commerce de l'Atlantique. <http://www.apcc.ca/>

Principales sources d'information utilisées dans ce bulletin :

Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada; Industrie Canada; Statistiques Canada; Commission Européenne



Mme Janick Cormier
4 boul. Constant Colmay, BP : 4207
97500 Saint-Pierre & Miquelon
Du Canada : 0 11 508 41 05 30
De France : 05 08 41 05 30
Courriel : secretariat@cacima.fr
Site : www.cacima.fr

Si vous êtes à
la recherche
d'opportunités d'affaires
dans la région,
la **CACIMA** et la **CCFC-RA**
peuvent faciliter
vos démarches
d'exploration et
de partenariat



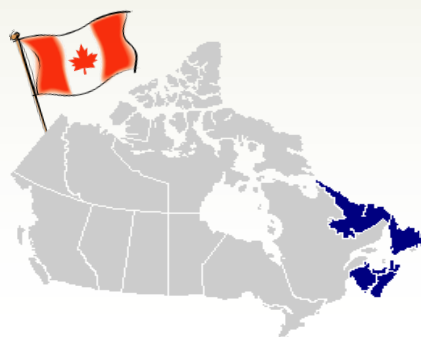
CHAMBRE
DE COMMERCE FRANÇAISE
AU CANADA
FRENCH CHAMBER
OF COMMERCE
IN CANADA

M. Robert Audoux
333, avenue Acadie Avenue
Dieppe NB E1A 1G9
Du Canada : 1 506 877 5014
De France : 00 1 506 877 5014
Courriel : direction@ccfcra.ca
Site : www.cfcra.ca

Intell-Écho

Bulletin d'information thématique

Publication de l'Observatoire d'information économique (OBS-IE) pour
la coopération régionale entre
le Canada atlantique et Saint-Pierre et Miquelon, France



Accord économique et commercial global Canada - Union Européenne



Tous droits réservés © Copyright 2014